

Ecrit par le 5 février 2026

Rénovation énergétique : Service-public . fr centralise et informe sur les aides



Pour améliorer le confort thermique d'un logement et diminuer la facture de chauffage, vous avez la possibilité d'améliorer l'isolation de votre logement. Vous pouvez prétendre à des aides pour financer les travaux de rénovation énergétique de votre logement. Découvrez les aides qui correspondent à vos besoins d'éco-rénovation sur [Service-public.fr](https://www.service-public.fr).

Électricité : les tarifs augmentent en février !

Au 1er février 2024, les tarifs de l'électricité augmentent en France dans le cadre de la fin progressive du bouclier tarifaire qui avait été mis en place par le Gouvernement en 2021. Quelle incidence cela va-t-il avoir sur vos factures ? Comment sont fixés les tarifs de l'électricité ?



Ecrit par le 5 février 2026

[Service-Public.fr](#) vous renseigne. [En savoir plus](#)

Aides et prêts pour l'amélioration et la rénovation énergétique de l'habitat

Des aides et prêts peuvent être accordés pour faire des travaux d'amélioration dans votre logement (accessibilité, installation d'équipements...) ou des travaux de rénovation énergétique. [En savoir plus](#)

Rénovation globale : MaPrimeRénov' Sérénité

Vous souhaitez réaliser d'importants travaux de rénovation énergétique globale dans votre logement ? Vous pouvez bénéficier d'une aide financière dite MaPrimeRénov' Sérénité. Pour cela, vos travaux doivent permettre à votre logement de réaliser un gain énergétique d'au minimum 35 %. Nous vous indiquons quelles sont les conditions et la démarche à suivre pour en bénéficier. [Vous renseigner.](#)

MaPrimeAdapt' pour financer les travaux d'adaptation de votre logement

À partir du 1er janvier 2024, MaPrimeAdapt' constitue la solution unique d'aide au financement de travaux d'adaptation du logement. Elle s'adresse aux personnes en situation de handicap et aux personnes âgées. Pour se renseigner, [cliquez ici.](#)

Une aide financière pour installer un thermostat connecté et réduire vos dépenses en énergie

Un thermostat connecté permet d'ajuster la température de votre logement en temps réel, en fonction de la météo, du moment de la journée ou de paramétrages de votre choix. Vous pouvez désormais bénéficier d'une aide financière lorsque vous faites installer un tel dispositif chez vous, que vous soyez propriétaire ou locataire et quel que soit votre niveau de revenu. [En savoir plus.](#)

Rénovation énergétique : comment cumuler l'éco-PTZ avec MaPrimeRénov' ?

Certaines banques (Banques Populaires, Caisses d'Épargne, Crédit Agricole...) proposent un nouvel éco-PTZ pour financer le reste à charge de travaux éligibles à MaPrimeRénov'. [Service-Public.fr vous explique](#) tout.

Chèque énergie (gaz, chaleur, électricité)

Vous souhaitez obtenir une aide financière pour payer vos factures d'énergies (électricité, gaz...), ou effectuer certains travaux de rénovation énergétique dans votre logement ? Vous pouvez bénéficier du chèque énergie si vous respectez certaines conditions. Nous vous indiquons quelle sont les conditions pour en bénéficier et comment les utiliser. [Cliquez ici](#)

Aides financières de l'Anah pour réaliser des travaux d'amélioration de l'habitat

L'Agence nationale de l'habitat (Anah) peut accorder des aides financières pour la réalisation de travaux dans votre logement (rénovation énergétique, adaptation à la perte d'autonomie...). Vos travaux doivent être réalisés dans un logement datant d'au minimum 15 ans. Ce logement doit être votre résidence principale : Logement occupé au moins 8 mois par an (sauf obligation professionnelle, raison de santé ou cas de force majeure), soit par le locataire ou la personne avec laquelle il vit, soit par une personne à charge (enfant, ascendant de plus de 65 ans, parent handicapé). Les aides de l'Anah se cumulent avec d'autres dispositifs. [Se renseigner](#)

Rechercher les aides pour la rénovation de l'habitat (Simulateur)

Ecrit par le 5 février 2026

Permet de connaître et d'estimer le montant des aides financières dont vous pouvez bénéficier pour la rénovation énergétique de votre logement. [Accéder au simulateur](#)

Rechercher une entreprise ayant la qualité « Reconnu garant de l'environnement » (Outil de recherche)

Permet de rechercher une entreprise qualifiée Reconnue garant de l'environnement pour effectuer vos travaux et dépenses de rénovation énergétique. [Lire l'article](#)

Service-public.fr a enregistré 605 millions de visites en 2023



En 2023, [Service-public.fr](#), comptabilise une audience record avec 605 millions de visites, soit plus 6% par rapport à 2022.



Ecrit par le 5 février 2026

Le site de référence de l'administration française, a pour but de faciliter les démarches administratives, en orientant vers le bon service public et en présentant clairement et simplement la marche à suivre. Les usagers sont accompagnés sur tous les sujets qui rythment leur quotidien : mariage, déménagement, naissance, mais aussi arnaques en ligne, opération tranquillité vacances, ou encore les dates des vacances scolaires....

Co-construit avec les usagers et les administrations partenaires, il est régulièrement adapté aux besoins des Français et à l'évolution de la réglementation, il centralise les droits des Français et facilite la gestion administrative de chacun.

Les sujets et démarches les plus consultés par les Français

En 2023, 6 millions de français ont consulté le renouvellement de la carte d'identité, 5,4 millions l'acte de naissance, 4,7 millions le livret d'épargne populaire, 4,6 millions les indemnités carburant, 3 millions les frais professionnels et barèmes kilométriques, 2,7 millions les nouvelles obligations de déclaration des logements et 2 millions la vente ou le don de son véhicule.

Les parcours usagers se sont encore simplifiés en 2023, contribuant à des fortes augmentations d'audience sur certaines fiches, comme par exemple, 77% d'augmentation de consultation de la fiche sur le livret d'épargne populaire, 87% sur le Bafa et 85% sur la sortie scolaire au collège et lycée. Ces croissances d'audience attestent de l'efficacité du référencement et de la qualité du contenu éditorial accessible et compréhensible pour le plus grand nombre.

Les simulateurs de situation progressent avec 26 millions de visites. Le modèle de lettre administrative le plus téléchargé est l'attestation d'hébergement avec près de 4,5 millions de visites.

Simplifier la vie des Français : la mission première du site

Service-public.fr vise la simplicité depuis sa création. Concis, avec des entrées thématiques ou par événements de vie, il fluidifie l'accès aux démarches et aux recherches. Les usagers peuvent réaliser leurs démarches en ligne, être rappelé par téléphone par des informateurs spécialisés dans un certain nombre de domaines (*Allo Service Public*), poser leurs questions par courriel. Grâce à l'annuaire de l'administration, les usagers peuvent aussi se rendre directement à un guichet près de chez eux, notamment dans le réseau des France Services.

Le site poursuit son évolution en restant en contact direct avec les usagers, en multipliant les partenariats et collaboration avec les administrations partenaires. Sa mise à jour régulière, en lien avec l'évolution de la réglementation en fait le premier point d'entrée pratique et complet, indexant l'ensemble des démarches et sites publics afférents et précisant les textes de droit applicables par des liens vers le site Légifrance.

Nouveaux services, nouveaux parcours

En 2023, un nouveau parcours pour gérer les nombreuses questions administratives concernant la perte d'un proche, a été amélioré en fonction de la personne en charge de la démarche (j'organise ma succession, un proche est décédé), dans le cadre d'un partenariat interministériel (DITP). Les résultats sont concluants, avec une audience en hausse de 31 %, soit 462 000 visites sur la démarche en 2023. Un service téléphonique dédié a également été mis en place pour mieux accompagner les usagers confrontés



Ecrit par le 5 février 2026

à cet événement douloureux dans leurs démarches administratives et un guide imprimé a été réalisé en complément. S'ajouteront prochainement d'autres événements de vie comme le retour en France après un long séjour à l'étranger.

Une API d'accès aux données de l'annuaire de l'administration et des services publics, utilisable gratuitement, a également été ouverte pour faciliter leur réutilisation. Cette API est libre d'accès et permet de consulter les données suivantes : le référentiel de l'organisation administrative de l'Etat (les institutions, les juridictions, les ministères, les directions d'administration centrale, les autorités indépendantes, les hautes autorités, les établissements publics, les ambassades, etc.) et les bases de données locales (les mairies, les services de l'Etat, les organismes sociaux, etc.). Elle fournit leurs coordonnées, l'arborescence de leur organisation, le nom de leur(s) responsable(s).

Ecrit par le 5 février 2026

L'année 2022 en chiffres :

- **605 millions** de visites
- **6,2 millions de dossiers transmis pour instruction dans le cadre des démarches en ligne service-public.fr**
- **185 000 messages usagers traités**
- **230.000 appels téléphoniques traités** dont 64.400 via le service de rappel téléphonique
- *85.095 abonnés Facebook*
- *85.300 abonnés sur X*

Les contenus de Service-public.fr :

- **3 504** fiches d'information
- **166** simulateurs
- **355** lettres type
- **76 114** organismes locaux et nationaux référencés

Parmi les faits marquants 2022 :

- Annuaire : plus de 76 114 entrées et une API depuis décembre 2023 pour se connecter et suivre les mises à jour
- Nouveau dispositif pour retrouver son véhicule en fourrière (une moyenne de 15 000 requêtes par mois)
- Nouveau RDV commissariat : mise en service en octobre 2023, auprès des commissariats d'Arcachon, de Bordeaux puis de la région Nouvelle Aquitaine. Extension progressive en 2024 sur tout le territoire
- Enrichissement de l'information et amélioration du parcours de l'utilisateur confronté au décès d'un proche
- Début du chantier « numérique écoresponsable »
- Respect de 100% des critères du RGAA (Référentiel général d'amélioration de l'accessibilité), vocalisation des contenus

Ecrit par le 5 février 2026

Décès, obsèques, comment s'organiser : Service-Public.fr vous éclaire pas à pas



En amont d'un décès et après, il est important de savoir comment gérer les démarches et les formalités nécessaires pour sécuriser ses proches, organiser les obsèques et régler la succession. Service-Public.fr répond à vos multiples interrogations et suggère les conduites à tenir dans sa rubrique 'Comment faire si un proche est décédé'.

PRÉPARER SON DÉCÈS ET SÉCURISER SES PROCHES

Assurance vie et assurance décès : comment les distinguer ?

Malgré la ressemblance de leurs appellations, l'assurance vie et l'assurance décès présentent de nombreuses différences. Elles portent principalement sur la nature du contrat, l'origine de la somme versée et l'identité du bénéficiaire. [En savoir plus.](#)

Peut-on désigner une personne pour s'occuper de son enfant après son décès ?

Oui, vous pouvez désigner une personne de votre choix (tuteur : Personne désignée pour exercer une

Ecrit par le 5 février 2026

mesure de protection d'un majeur ou d'un mineur (par exemple : le représenter dans les actes de la vie courante, gérer ses biens)) pour s'occuper de votre enfant après votre décès. Le tuteur sera responsable de votre enfant jusqu'à sa majorité. Vous pouvez désigner le tuteur par testament. Vous pouvez aussi le faire par une déclaration spéciale devant notaire. Pour cela, vous devez indiquer par écrit le nom de la personne choisie et déposer le document chez le notaire. [En savoir plus](#)

Assurer un prêt immobilier : que sont la garantie décès, invalidité, incapacité ? Pour accorder un prêt immobilier, la banque peut exiger que l'emprunteur souscrive une assurance emprunteur. Cette assurance garantit le remboursement du prêt en cas de décès, de perte d'autonomie, d'invalidité, d'incapacité temporaire de travail. Le contrat d'assurance précise les conditions de mise en œuvre de ces garanties. [Lire la fiche](#)

VOUS VENEZ DE PERDRE UN PROCHE, ENGAGEZ LES DÉMARCHES

Un proche est décédé Vous venez de perdre un proche. Cet événement impose d'engager certaines démarches comme organiser les obsèques et informer plusieurs organismes. Dans cette période difficile, nous vous accompagnons pour effectuer l'ensemble de ces démarches. Nous vous indiquons qui peut les faire et dans quels délais. Les réponses apportées sont personnalisées selon votre situation. [En savoir plus.](#)

Obsèques et sépultures : ce qu'il faut savoir Déclaration de décès, funérailles, inhumation, crémation... Quelles sont les formalités à accomplir en cas de décès d'un proche ? Pour vous aider, Service-Public.fr vous propose ses fiches pratiques. [Lire l'article](#)

Acte de décès : demande de copie intégrale

Vous souhaitez demander un acte de décès et vous voulez savoir comment procéder ? Les démarches pour l'obtenir dépendent du lieu du décès : en France ou à l'étranger. Dans tous les cas, la demande est gratuite. Nous vous présentons la démarche. [En savoir plus.](#)

Informez la banque du décès d'un proche (Modèle de lettre)

Permet d'avertir la banque du décès d'un proche parent et de demander le blocage de son ou ses compte(s). [Accéder au modèle.](#)

Informez le propriétaire du décès du locataire (Modèle de lettre)

Permet d'informer le propriétaire du décès du locataire. [Accéder au modèle de lettre.](#)

Congé pour le décès d'un membre de la famille (salarié du privé)

Vous êtes salarié et souhaitez savoir si vous pouvez obtenir un congé en cas de décès d'un proche ? Oui, vous pouvez obtenir des jours de congés en cas de décès d'un membre de votre famille : enfant, époux(se), partenaire de Pacs, concubin, parent. La durée du congé varie selon le lien de parenté avec la personne décédée. Nous vous présentons les informations à connaître. [Se renseigner.](#)

Autorisation d'absence pour décès d'un proche dans la fonction publique

Quelle que soit votre fonction publique d'appartenance, vous pouvez bénéficier d'autorisations d'absence

Ecrit par le 5 février 2026

lors du décès d'un proche. Nous vous présentons les informations à connaître. [Lire la fiche](#)

Rentes et capitaux versés en cas de décès

Le décès d'un salarié ou d'un fonctionnaire peut ouvrir droit, pour ses ayants droit. Celui qui bénéficie d'un droit par le biais d'un parent ou d'un proche, à un capital ou une rente. Versement périodique d'une personne à une autre pendant une période de temps fixée par un contrat ou jusqu'au décès. [Se renseigner.](#)

Demande d'allocation versée en cas de décès de l'enfant - 16 / 25 ans (Caf) (Formulaire) Permet de demander une allocation suite au décès d'un enfant de 16 à moins de 25 ans. Formulaire à remplir en ligne et à envoyer par mail à la Caf, [ici](#).

Estimer le montant des droits de succession (Simulateur)

[Ce simulateur](#) vous propose de réaliser une estimation indicative des droits de succession dont vous êtes personnellement redevable à la suite du décès d'un proche.

Rechercher si vous êtes bénéficiaire d'une assurance-vie (Démarche en ligne) Permet de rechercher gratuitement si vous êtes bénéficiaire d'une assurance vie (par exemple après le décès d'un proche). [Accéder à la démarche.](#)

Aides : tout savoir sur la rentrée scolaire avec Service-public.fr

Ecrit par le 5 février 2026



A l'occasion de la rentrée scolaire [Service-public.fr](https://www.service-public.fr) vous rappelle toutes les informations administratives utiles sur les nouveautés de la rentrée : calendrier, aides disponibles, droit des élèves...

Calendrier de la rentrée scolaire 2023-2024

Retrouvez le calendrier scolaire pour l'année 2023-2024, avec les dates des vacances par zone [ici](#). Service-public.fr met également à votre disposition un simulateur pour connaître les dates de vacances dans votre département. [Découvrir le simulateur](#).

Assurance scolaire : est-ce obligatoire ?

À la rentrée, une attestation d'assurance scolaire vous est demandée par l'école, le collège ou le lycée de votre enfant. Est-il utile de souscrire une telle assurance ? Est-elle indispensable ou même obligatoire ? Que couvre-t-elle exactement ? *Service-Public.fr* vous répond [ici](#).

L'allocation de rentrée scolaire

Vous avez au moins un enfant scolarisé âgé de 6 à 18 ans ? Vous pouvez, sous conditions de ressources, avoir droit à l'allocation de rentrée scolaire (ARS). Cette allocation permet de vous aider à financer les dépenses de la rentrée scolaire. Son montant dépend de l'âge de votre enfant et de son niveau de scolarisation. [Accéder à la simulation](#).

Dates de versement, conditions d'éligibilité et nouveaux montants : *Service-Public.fr* vous informe. [Se renseigner](#).

Ecrit par le 5 février 2026

Quelles aides pour financer la scolarité d'un élève ?

Plusieurs aides existent pour financer la scolarité en élémentaire, collège, lycée... [Découvrez vos aides en fonction de votre situation.](#)

Bourses pour l'école élémentaire

Votre enfant est inscrit à l'école élémentaire (du CP au CM2) et vous voulez savoir si vous pouvez bénéficier d'une aide financière ? Il n'existe pas de bourse nationale pour un enfant en école élémentaire. Cependant, certains départements peuvent vous accorder une bourse de fréquentation scolaire. Certaines communes peuvent également vous accorder une bourse si votre enfant fréquente une de leurs écoles. [Voici les informations à connaître.](#)

Bourse des collèges

La bourse des collèges est une aide versée aux responsables : Personne(s) assumant la charge effective et permanente de l'élève au sens de la législation sur les prestations familiales ou élève majeur autonome financièrement d'un collégien. Pour en bénéficier, vos ressources annuelles ne doivent pas dépasser des plafonds, selon le nombre d'enfants que vous avez à charge. [Tout savoir ici.](#)

Bourse de lycée

Votre enfant est inscrit au lycée et vous vous demandez si vous avez droit à la bourse de lycée ? Pour en bénéficier, vos ressources annuelles ne doivent pas dépasser des plafonds, selon le nombre d'enfants que vous avez à charge. Le montant de la bourse de lycée varie en fonction de vos ressources et de vos charges. [En savoir plus.](#)

Quelles aides peut percevoir un étudiant ?

Selon sa situation, un étudiant peut bénéficier de certaines aides. Service-public.fr fait le point sur les aides disponibles selon les situations [ici](#).

Quels sont les droits et obligations des élèves ?

Si vous êtes élève au collège ou au lycée, vous avez des droits que vous pouvez exercer seuls ou à plusieurs. Vous avez également des obligations à respecter. Ces droits et obligations vous préparent à vos responsabilités de citoyen. Le règlement intérieur précise la façon dont ils sont appliqués dans votre établissement scolaire. Service-public.fr vous présente les droits et obligations [des collégiens](#) et ceux [des lycéens](#).

Représentants des parents d'élève

Vous vous posez des questions sur les représentants des parents d'élèves dans l'établissement de votre enfant ? Candidature, élection, rôle, durée du mandat : voici les informations à connaître sur les représentants des parents d'élèves [dans l'enseignement primaire](#) et [dans l'enseignement secondaire](#).

Peut-on utiliser son téléphone portable à l'école ?

L'usage du téléphone dans les lieux d'enseignement est une question qui fait débat. Service-public.fr vous présente ce que prévoit la loi, [pour l'école primaire](#), ainsi que [le collège et le lycée](#).

Ecole et handicap

Ecrit par le 5 février 2026

Retrouvez les informations concernant l'accueil de l'enfant en situation de handicap, en collectivité jusqu'à la fin du lycée. [Lire l'article.](#)

Santé de l'élève

Dans chaque établissement scolaire, le personnel de santé et d'action sociale assure un suivi de la santé des élèves. De plus, des actions de prévention et d'éducation à la santé sont mises en place dans le cadre d'un parcours éducatif de santé. Enfin, la scolarité des élèves malades peut être aménagée. Retrouvez les informations concernant la santé [à l'école primaire](#) et celles concernant la santé [au collège et au lycée](#).

Violences à l'école : des nouvelles mesures contre le harcèlement scolaire

Prévenir et traiter plus rapidement les situations complexes de harcèlement scolaire, notamment dans le premier degré. Tel est l'objectif des nouvelles mesures annoncées par le ministère de l'Éducation nationale. *Service-Public.fr* vous présente le nouveau dispositif de prévention. [Découvrir le dispositif](#)

Le Pass'Sport est renouvelé pour la saison 2023-2024

Le Pass'Sport est une aide forfaitaire de 50 euros par jeune versée par l'État pour la prise d'une licence auprès d'un club sportif par un jeune **de 6 à 30 ans**. Elle permet de réduire le coût des frais d'inscription que l'on doit payer en s'inscrivant. [En savoir plus](#)

Le démarchage commercial par téléphone interdit le week-end et les jours fériés

Ecrit par le 5 février 2026



L'administration française informe que, depuis le 1^{er} mars 2023, le démarchage commercial par téléphone est interdit le week-end et les jours fériés. Par ailleurs, les horaires autorisés en semaine sont encadrés : pas avant 10h le matin, pas après 20h le soir. [Service-Public.fr](https://www.service-public.fr) vous informe sur les dispositions prévues par un décret qui encadre le démarchage téléphonique.

Le démarchage commercial téléphonique des consommateurs est autorisé du lundi au vendredi, de 10h à 13h et de 14h à 20h. Il est, en revanche, interdit le samedi, le dimanche et les jours fériés. C'est ce que prévoit un décret paru au Journal officiel le 14 octobre 2022.

L'encadrement horaire concerne à la fois les personnes non inscrites sur la liste Bloctel (liste proposant l'inscription gratuite de son numéro pour s'opposer au démarchage) et celles inscrites mais qui sont sollicitées dans le cadre d'un contrat en cours. La restriction horaire ne s'applique pas aux consommateurs ayant donné leur « consentement exprès et préalable pour être appelé », le professionnel devra pouvoir en justifier.

Par ailleurs, un consommateur ne peut être appelé plus de 4 fois par mois par le même professionnel ou par une personne agissant pour son compte.

Enfin, si un consommateur refuse le démarchage lors du premier appel, le professionnel a l'obligation de s'abstenir de le contacter durant une période d'au moins 60 jours (2 mois) à compter du refus.

Ecrit par le 5 février 2026

[A Lire également : En 2021, une entreprise de Bagnols-sur-Cèze condamnée à près de 367 000€ pour démarchage téléphonique interdit](#)

Textes de loi et références

- [Décret n° 2022-1313 du 13 octobre 2022 relatif à l'encadrement des jours, horaires et fréquence des appels téléphoniques à des fins de prospection commerciale non-sollicitée](#)
- [Loi n° 2020-901 du 24 juillet 2020 visant à encadrer le démarchage téléphonique et à lutter contre les appels frauduleux](#)

Et aussi

- [Démarchage téléphonique abusif, spam vocal ou par SMS : que faire ?](#)
- [Le démarchage commercial à partir de numéros en 06 ou 07, c'est fini !](#)
- [Vente par téléphone : l'enregistrement autorisé pour prouver le contrat](#)
- [Assurances : le démarchage téléphonique plus strictement encadré](#)

Pour en savoir plus

- [Entrée en vigueur au 1er mars du décret relatif à l'encadrement des jours, horaires et fréquence pour le démarchage téléphonique](#)
- [Un nouveau décret pour l'encadrement des jours, horaires et fréquence pour le démarchage téléphonique](#)
- [Un nouvel encadrement du démarchage téléphonique](#)

Fermeture au public des services départementaux de l'état pour les fêtes de fin d'année

Ecrit par le 5 février 2026



La préfecture de Vaucluse, les sous-préfectures d'Apt et de Carpentras, ainsi que les services de l'Etat présents sur le site Chabran de la Préfecture (2 avenue de la Folie), seront fermés au public les lundis 26 décembre 2022 et 2 janvier 2023 ainsi que l'après-midi du 5 janvier 2023 (à partir de 13h) :

- le service droits des étrangers ;
- le secrétariat général commun départemental (SGCD) ;
- la direction départementale de l'emploi, du travail et des solidarités (DDETS) ;
- l'office national des anciens combattants et victimes de guerre (ONACVG) ;
- le service départemental à la jeunesse, à l'engagement et aux sports (SDJES) ;
- l'inspection de l'éducation nationale (IEN) ;
- le centre d'information et d'orientation (CIO) ;
- le point Acar de Vaucluse ;
- le délégué du défenseur des droits.

D'autre part :

- les services de la DDETS, situé rue Jean Althen à Avignon, seront également fermés les lundis 26 décembre 2022 et 2 janvier 2023 ;
- l'unité départementale de l'architecture et du patrimoine (UDAP), située sur le site Chabran de la préfecture, sera fermée du 26 décembre 2022 au 2 janvier 2023 inclus.

Ecrit par le 5 février 2026

Le Vaucluse se dote d'un Service public dédié à l'insertion et l'emploi



L'Etat, Pôle Emploi, le Département de Vaucluse, la Région Sud, la Caisse d'allocation familiale (Caf) et la Mutualité sociale agricole (MSA) des Alpes-Vaucluse viennent de signer la charte d'engagement entérinant la création du Service public de l'insertion et de l'emploi (SPIE) qui a pour objectif de rendre plus efficace l'accompagnement vers l'emploi.

Le Service Public de l'Insertion et de l'Emploi se trouve au cœur de la stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté. Depuis 2020, 14 premiers territoires ont pu l'expérimenter, puis 31 en 2021 et 34 cette année, dont le Vaucluse. Cette structure repose sur l'idée que seul l'accès à l'emploi permet une sortie durable de la pauvreté.

Le SPIE a pour but de coordonner l'intervention de toutes les structures agissant dans les parcours vers

Ecrit par le 5 février 2026

l'emploi rendre plus efficace l'accompagnement vers l'emploi en mutualisant les compétences, en coordonnant la prise en charge globale des personnes et en tenant compte des réalités socio-économiques des territoires. Les démarches seront ainsi simplifiées et fluidifiées.

Un accompagnement basé sur le bassin d'emploi

Le Vaucluse compte quatre bassins d'emploi distincts : le Haut Vaucluse, le Grand Avignon, le Nord Vaucluse, et le Sud Vaucluse. Le SPIE prévoit donc de s'adapter à chacun d'entre eux afin de concorder avec les réalités et les évolutions de chaque territoire.

Les acteurs d'un même bassin se réuniront afin de mettre leurs actions en commun et d'assurer un suivi personnalisé à chacun. Cette structure va également permettre une synergie entre les acteurs économiques des différents territoires du département, afin de mieux prendre en compte les opportunités du marché local de l'emploi.

Une démarche main dans la main avec les bénéficiaires

Les parcours vers l'emploi seront co-élaborés par les professionnels du SPIE et ses bénéficiaires, en s'appuyant sur les motivations de ces derniers et leur situation. C'est dans cette action que réside la volonté de la structure d'apporter un accompagnement personnalisé.

Le SPIE prévoit même la création d'un 'collectif témoin' qui sera composés de nombreux bénéficiaires qui témoigneront du niveau de leur satisfaction afin de permettre aux professionnels d'adapter leurs pratiques.

Qui peut se tourner vers le SPIE ?

Le SPIE s'adresse à toutes les personnes rencontrant des difficultés d'insertion sur le marché du travail comme les allocataires du RSA, les personnes en situation de handicap, les demandeurs d'emploi de longue durée, les jeunes, ou encore les familles monoparentales.

Ils pourront bénéficier d'un accompagnement global, sans rupture, grâce au regroupement d'acteurs qui vont mobiliser tous leurs atouts. Cette union des forces regroupera les services de l'Etat, Pôle Emploi, les Missions locales, les collectivités locales, le Département, la Région, la CAF, la MSA mais aussi des associations et des entreprises locales.

V.A.

Ecrit par le 5 février 2026

Le Vaucluse perd son préfet préféré : Bertrand Gaume nommé dans l'Essonne



L'u-na-ni-mi-té. C'est ce qu'il a fait pendant 4 ans dans le département, la plus grande longévité pour un préfet de Vaucluse dont Napoléon a diligenté le 1er en 1810. Nommé le 9 mai 2018, Bertrand Gaume prendra son nouveau poste à Evry-Courcouronnes le 23 août prochain. Pendant ces 4 ans passés à sillonner le département, chacun, que ce soient les élus, syndicalistes, agriculteurs, vignerons, commerçants, artisans, chefs d'entreprises, forces de l'ordre, pompiers, associations, enseignants, personnels de santé, partenaires sociaux, culturels et économiques, chacun l'a apprécié.

A commencer par le Préfet de Région, Christophe Mirmand venu spécialement de Marseille pour la cérémonie de départ organisée dans les jardins de la préfecture Chabran à Avignon, en présence de tous ceux qui comptent en Vaucluse. « Je salue l'homme attentionné que tu es Bertrand, j'en ai été le témoin. A la fois confiant et joyeux, tu as facilité les échanges. Représentant de l'Etat, tu as toujours été engagé, disponible, réactif. Tu connais parfaitement les dossiers, tu es accessible, tu as une énorme capacité de dialogue, de chaleur humaine, en toute simplicité. Tu as porté très haut le métier de préfet. Et pourtant tu en as connus des moments difficiles, les gilets jaunes, la pandémie, mais tu es un geek confirmé qui maîtrise parfaitement les visioconférences. En jouant collectif avec ton équipe, tu as su gérer le Festival d'Avignon et le Off en 2021, après l'annulation de l'édition 2020, concilier l'accueil du public et les contraintes sanitaires. Tu as battu un record de durée dans ce département, tu as pour les Vauclusiens un attachement voire une affection réelle. A toi et ta famille, bonne installation en Essonne. Violaine Démaret (actuelle préfète des Alpes-de-Haute-Provence) te succèdera en août, ce sera un défi. Bon vent,



Ecrit par le 5 février 2026

tu vas nous manquer, mon cher Bertrand. »

« Quant aux Vauclusiens c'est quand ils chassent en meute qu'ils sont terriblement efficaces. »

Après cet hommage très appuyé « à un très grand préfet », c'est au tour de Bertrand Gaume de prendre la parole. « Voici l'heure de tourner la page, de boucler la boucle, de tirer sa révérence. Et pour la première fois dans l'histoire du Vaucluse, c'est une femme qui va arriver, Violaine Démaret, une grande professionnelle qui a le sens des relations humaines, vous verrez tous que vous ne serez pas surpris négativement. Merci d'être venus pour ce moment de partage à l'ombre des platanes. Le temps file depuis l'arrêté paru au journal officiel de ma nomination dans l'Essonne le 20 juillet, tout s'accélère. »

Paraphrasant Gérard de Nerval, il évoque « Le soleil cendré de la mélancolie, le Vaucluse sublimé par le soleil, cette terre de la vallée clause, la puissance du Ventoux, la finesse des Dentelles de Montmirail, la beauté fragile de Fontaine de Vaucluse, la Combe de Lourmarin, la force du Rhône, la fougue de la Durance. Et le mistral, ce don du ciel anti-fongique, ambivalent, lui qui réchauffe l'été mais attise l'incendie, lui qui chasse les nuages l'hiver mais qui en même temps glace. Le Vaucluse avec ses paysages, ses festivals et son patrimoine est beau, sublime, mais il peut aussi être âpre. Quant aux Vauclusiens c'est quand ils chassent en meute, qu'ils sont ni de gauche, ni de droite qu'ils sont terriblement efficaces. »

Marqué par la mort d'Eric Masson et les gilets jaunes

Il poursuit en évoquant les rôles constitutionnels du préfet : l'ordre public, la sécurité des biens et des personnes passablement menacés lors de la crise des gilets jaunes qui a duré plus de 2 ans. « Il y en a eu des manifs, des samedis, des week-ends, des anti-vax, des anti-pass. Nous avons agi collectivement. Il n'y a pas eu de casse de vitrines, de pillages de magasins dans les rues d'Avignon. »

Pour cela il a tenu des réunions hebdomadaires le jeudi, avec Michel Gontard, alors premier adjoint à la Ville d'Avignon, Michel Maridet, directeur général de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Vaucluse et Claude Tumimo représentant les commerçants avignonnais pour, en fonction du parcours des manifestations, anticiper, enlever les poubelles sur le trajet pour qu'elles ne se transforment pas en projectiles, éventuellement baisser les rideaux de fer des commerces une heure, le temps du passage des gilets jaunes. Moment d'émotion avec des sanglots dans la voix, quand Bertrand Gaume a évoqué la mort du policier Eric Masson le 5 mai 2021, d'autant plus que son papa était présent dans l'auditoire, à Chabran lors de son départ. « C'est un souvenir qui ne m'a pas laissé indemne. Il ne s'effacera jamais de ma mémoire. » Le préfet a aussi évoqué le 1er décembre 2018, le jour à Paris du pillage de l'Arc de Triomphe, du bas-relief fracassé, de la tombe du soldat inconnu piétinée. Et des 2 500 ou 3 000 manifestants avignonnais qui, dans un premier temps ont forcé les grilles du site de Chabran avant de revenir en centre-ville et de s'en prendre à sa résidence privée où se trouvaient sa femme, ses enfants et leurs grands-parents. « Je comprends les mouvements sociaux mais en aucun cas, ils ne doivent porter atteinte à l'intégrité des personnes, c'est inacceptable. Heureusement le groupe de police auquel

Ecrit par le 5 février 2026

d'ailleurs appartenait Eric Masson a agi avec une fermeté et une rigueur remarquables. Quand la mort frappe un policier, cela nous interpelle collectivement, cela nous oblige à lutter 24h sur 24, sans rien lâcher. » Il a également rendu hommage aux gendarmes et aux pompiers, les 500 professionnels et les 1 800 volontaires : « Il est fondamental de débroussailler autour de sa maison. L'an dernier 950 hectares sont partis en fumée au pied des Dentelles, il faut faire de la pédagogie, développer la culture du risque, ne céder ni à la paranoïa ni à la psychose, expliquer dans les écoles, les collèges, les lotissements, les communes, associer la Croix-Rouge et la Protection Civile. »



Le préfet de Vaucluse en compagnie du préfet de région (à gauche avec la cravate rouge).

« Le service public c'est le patrimoine de ceux qui n'ont rien. »

Bertrand Gaume est aussi revenu sur « Les difficultés sociales du Vaucluse, la pauvreté, la délinquance, les trafics de stup qui gangrènent la société, mais il n'y a pas de fatalité. Le service public c'est le patrimoine de ceux qui n'ont rien. Ceux qui ont les moyens vivent dans des maisons sécurisées. Si tous les acteurs publics et privés travaillent main dans la main, comme on commence à le faire par l'emploi et l'insertion avec le Département, la Région Sud Provence Alpes Côte d'Azur, les Chambres consulaires et les syndicats, il y a des résultats. Force Emploi nous avons créée il y a 3 ans, c'est un outil de formation qui marche. Le chômage en Vaucluse était supérieur de 3 points à la moyenne nationale, nous avons réussi à le réduire de 0,9 point, soit plus d'un tiers. »

Quand on s'intéresse à l'économie en Vaucluse, on en vient évidemment à l'agriculture. A la question : « Vous semblez avoir une empathie, une affection particulière pour les agriculteurs, avez-vous eu un grand père paysan ? », la réponse fuse : « Familialement, le grand-père de ma mère, était agriculteur

Ecrit par le 5 février 2026

dans le Bourbonnais, les grands-parents de mon père aussi, et mon grand-père, dans sa jeunesse, tuait le cochon en Auvergne pour les grandes familles et il était rémunéré avec les pièces les moins nobles du porc. Donc ça me touche. Leur métier est essentiel, ils nous nourrissent. Si on ne veut pas importer de fruits et légumes il faut absolument promouvoir l'agriculture française. Avec les lois 'Egalim 1 et 2', les relations entre les producteurs, les intermédiaires, les industriels et les distributeurs se sont améliorées, mais dans les négociations commerciales il n'y a que 5 centrales d'achats face aux millions d'agriculteurs. Donc il faut organiser les filières pour peser davantage. Dans le Vaucluse c'est ce que nous avons fait pour le raisin de table avec René Reynard, avec la cerise autour de Venasque. Pour la fraise de Carpentras, la confrérie va devenir une organisation de producteurs pour mieux se défendre. Il faut aussi rappeler que grâce au député communiste auvergnat, André Chasseigne une loi a été votée à l'unanimité qui garantit les retraites agricoles à tous, y compris les conjointes des paysans qui avant n'en n'avaient pas. Le bien-être sera au cœur de groupes de travail dès la rentrée à la MSA Alpes-Méditerranée pour un suivi psychologique, social et physique des agriculteurs qui parfois se suicident ou s'empoisonnent petit à petit à cause des pesticides. Il faut rendre le traitement phytosanitaire plus efficace contre les nuisibles mais moins nocif pour l'homme. C'est d'ailleurs [le sens du projet d'usine qui va s'implanter au Thor et bénéficiera de la plus grosse subvention de la région \(6M€\)](#). Son nom : Antofénol, un procédé inventé par une chercheuse vauclusienne, Fanny Rolet, qui permettra de remplacer les pesticides chimiques par des extraits végétaux, à terme 220 emplois seront créés sur le site.

« Confluences verra bien le jour. »

Autre secteur en voie de développement, le projet 'Confluences' en Courtine. « Il concerne un fleuve, le Rhône et une rivière, la Durance, donc 2 PPRI (Plans de prévention des risques d'inondations). Avec des travaux de confortement de la Digue de Bonpas pour la réhausser ainsi que la digue du Rhône. Ils sont financés, lancés avec la labellisation RAR (Résistance à l'aléa de référence), en l'occurrence une crête millénale de 6 500m3 par seconde. Dès cet automne, on va d'ailleurs drainer le lit de la Durance pour lui donner une forme plus linéaire. Confluences verra bien le jour, des constructions seront faites avec des systèmes de refuges ».

Les déserts médicaux aussi sont une préoccupation pour la population du Vaucluse. Dominique Santoni, la présidente de l'exécutif l'a bien identifiée qui a lancé un appel dans la presse nationale : « Devenez médecin salarié en Vaucluse » et financé 8 emplois pour mailler le territoire. Ce que comprend Bertrand Gaume : « Nous vivons en France dans un système de liberté d'installation des médecins, on ne peut les obliger à rien, on peut simplement les inciter. Du coup, les collectivités locales s'adaptent à la mutation de la société. Les anciens médecins de famille qu'on réveillait la nuit, qu'on dérangeait le week-end, c'est fini, ils ont pris leur retraite. Les jeunes qui leur succèdent préfèrent travailler différemment. Du coup, certains maires ont créé des Maisons de la Santé dans leur commune. Dans le Vaucluse, on a innové avec les CPTS (Comités professionnels territoriaux de santé), il y en a un à la Cove un autre dans le Luberon et c'est un bon exemple. Médecins, infirmiers travaillent ensemble, font leurs tableaux de service et

Ecrit par le 5 février 2026

organisent leurs permanences de soins pour leur patientèle. »

Le regret de la LEO

Un serpent de mer que Bertrand Gaume aurait bien aimé régler avant de nous quitter : la LEO (Liaison est-ouest) d'Avignon. « A l'époque de la création du TGV-Med, le territoire a su se mobiliser. Pas question de traverser les vignes des Côtes du Rhône et de Châteauneuf-du-Pape. (Guy Penne, un sénateur socialiste, par ailleurs vigneron et ami du Président François Mitterrand a su taper du poing sur la table et se faire entendre). Du coup le parcours fait un coude côté Gard avant de revenir vers Avignon. Si on avait fait la même chose pour la route, en 1987, le problème aurait été réglé. Pour ma part j'aurais rêvé d'aboutir avant de vous quitter... Hélas, les riverains des HLM de la Rocade Charles de Gaulle subissent 60 000 véhicules par jour, dont 5 000 poids-lourds qui passent sous leurs fenêtres et polluent l'air. C'est un problème de santé publique il est donc essentiel de le régler, mais on ne peut pas supprimer les camions qui livrent ce dont nous avons besoin, il faut donc agir en bonne intelligence. Je me suis battu pendant des mois auprès du Préfet de Région, Christophe Mirmant et de Vinci Autoroutes, pour que la complétude de l'échangeur A7-A9 soit faite. Des études sont en cours, mais il faut concilier les contraires puisqu'on continue à acheter sur internet, les livreurs doivent apporter les colis à destination, donc continuer à traverser Avignon. »

« Le projet 'Grande Provence'. C'était une excellente idée. »

Le territoire du 'Bassin de vie' d'Avignon est aussi un enjeu majeur puisqu'il concerne deux régions (Provence Alpes Côte d'Azur d'un côté et Occitanie de l'autre) mais aussi trois départements (Vaucluse, Gard et Bouches du Rhône). « Notre agglomération d'Avignon souffre, c'est elle qui accueille la majorité des logements sociaux quand la richesse fiscale est ailleurs (Villeneuve-lès-Avignon, le plus riche canton gardois sur l'autre rive du Rhône), explique le Préfet de Vaucluse. Je salue le travail de Jean-Marc Roubaud (ancien président du Grand Avignon) et celui du regretté Jean-François Césarini, député de Vaucluse emporté par le cancer qui avaient élaboré le projet 'Grande Provence'. C'était une excellente idée, une vision qui concernait le bassin de vie de milliers de familles qui n'ont pas la même carte scolaire pour leurs enfants selon qu'ils sont scolarisés sur une berge ou l'autre du Rhône, dont les horaires des transports en commun ne sont pas non plus coordonnés, l'hôpital d'Avignon reçoit des malades gardois qui ajoutent à la pression des urgences. Or il n'a reçu aucune subvention d'Occitanie, idem pour le Pont de l'Europe qui était fissuré, il a été rénové et sécurisé, ce qui a coûté cher, mais uniquement aux frais des contribuables Vauclusiens, pas aux Gardois qui travaillent côté Cité des Papes et le franchissent matin et soir. »

Rassurer, agir, dialoguer, innover, accompagner

Avant de nous quitter le préfet nous a aussi confié « La manière d'exercer mon métier est très humaine, donc chaque fois que je quitte une préfecture, je laisse des bouts de moi, mais je reçois beaucoup en échange, comme je l'ai vécu mercredi à Chabran avec tous ces Vauclusiens qui me disaient merci pour ce que vous avez fait pour nous, on va vous regretter. C'est la vie, je reviendra discrètement revoir ceux

Ecrit par le 5 février 2026

avec lesquels j'ai tissé des liens indéfectibles. »

La semaine prochaine, il devra remplir le coffre de sa voiture de tous les cartons et coffrets de vins de Vacqueyras, Cairanne, Châteauneuf, Sablet, Roaix, Sainte-Cécile que lui ont offerts les vignerons ainsi que sécateur électrique fabriqué par le groupe Pelenc de Pertuis. « Je m'en servirai dans le jardin de ma maison en Normandie, pour tailler les arbres que j'ai plantés au fil du temps, les pommiers, noyers, acacias et saules et je penserai à eux. »

Bertrand Gaume était arrivé chez nous en mai 2018 après le passage-éclair d'un autre préfet qui avait inquiété la plupart des élus locaux mais, heureusement, n'était resté que 9 mois. Pendant 4 ans Bertrand Gaume a su rassurer, agir, dialoguer, innover, accompagner les Vauclusiens qui étaient nombreux à avoir les yeux rougis par la peine de le voir partir mercredi. Heureusement la rumeur sur la future préfète de Vaucluse est positive. Violaine Démaret bénéficie d'un grand capital de sympathie et de confiance. Le 23 août elle arrivera à Avignon quand Bertrand Gaume débarquera à Evry-Courcouronnes.

Isle-sur-la-Sorgue : inauguration du dernier espace France Services de Vaucluse

Ecrit par le 5 février 2026



France services

*Liberté
Égalité
Fraternité*



Le déploiement du réseau France Services de Vaucluse, qui accueille 24 structures sur son territoire, s'achèvera le 27 juillet avec une dernière labellisation : l'Espace France Services (EFS) de l'Isle-sur-la-Sorgue.

Le 27 juillet, le [préfet de Vaucluse](#) et le [maire de L'Isle-sur-la-Sorgue](#) inaugureront le nouvel espace France Services, en présence des représentants des huit autres opérateurs partenaires : la mutuelle sociale agricole (MSA), la CAF, la Caisse d'Assurance Retraite et de la Santé au Travail, la CPAM, Pôle emploi ainsi que les services des ministères de l'Intérieur, de la Justice et des Finances publiques.

Ce nouvel espace permet aux usagers d'effectuer leurs démarches administratives dans un lieu unique et de bénéficier d'un accompagnement adapté à leurs besoins, comme dans les 20 [autres](#) EFS et les 3 [bus France Services](#) du département.

Les 17 cantons du département de Vaucluse bénéficient désormais de la présence d'au moins un EFS pour chacun d'entre eux. Cela assure la couverture des quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV) et des zones rurales, notamment à travers l'activité des bus France Services qui vont vers les usagers et répondent à leurs besoins en matière d'accès aux droits.

Un peu moins de 2 500 Espaces France Services sont désormais en activité sur le territoire national. Le déploiement devrait s'achever avant la fin de l'année 2022, échéance fixée par le Président de la République en 2019.

Espace France Service de L'Isle-sur-la-Sorgue - 150 avenue Marius Jouveau - tél : 04 89 34 82 53.



Ecrit par le 5 février 2026

Horaires d'ouverture : lundi de 13h à 17h - mardi de 12h à 17h - mercredi de 8h à 12h et de 13h à 17h - jeudi de 14h à 17h - vendredi de 8h à 12h.

J.R.